La société des égaux : d'accord mais laquelle ?

Lecture de l'ouvrage de Pierre Rosanvallon *La société des égaux*, Paris, Seuil, 2011

Pierre Serna

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/12323>

DOI : 10.4000/ahrf.12323

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2012

Pagination : 137-153

ISBN : 978-2-7489-0161-0

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Pierre Serna, « La société des égaux : d'accord mais laquelle ? », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 368 | avril-juin 2012, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12323> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.12323>

LA SOCIÉTÉ DES ÉGAUX : D'ACCORD MAIS LAQUELLE ?

Pierre SERNA

Lecture de l'ouvrage de Pierre Rosanvallon *La société des égaux*, Paris, Seuil, 2011

Chaque livre de Pierre Rosanvallon est un événement intellectuel en soi. Dernier grand témoin en activité d'une époque, les années 1970-1980, où l'on « affrontait » encore la Révolution, où on la pensait, où on la comprenait, selon que l'on partageait le point de vue de François Furet ou celui d'Albert Soboul, le professeur au Collège de France est sûrement le seul, dans le champ des études révolutionnaires françaises, à donner encore si fortement sens à cette décennie à nulle autre pareille, et à continuer de penser que la modernité politique est encore à découvrir dans le sillon originel de 1789, dans des livres capables de dépasser le cercle des historiens de la fin du XVIII^e siècle. Un authentique souffle porte cet ouvrage, et bien peu sont les auteurs de sciences humaines et tout particulièrement d'histoire, capables d'embrasser désormais plus de deux cents ans d'histoire, avec une érudition et un tel esprit de synthèse. C'est là plus qu'une prouesse formelle, une vraie proposition visant à donner du sens à l'histoire, visant par là même à offrir une vision pour le futur.

En ce sens, ses livres attendus possèdent une grande valeur heuristique et participent d'un débat où la philosophie de l'histoire exprime encore toute sa puissance, où l'oser penser la Révolution relève d'une belle, saine et roborative intelligence, refusant d'abdiquer devant le retour frileux d'un positivisme qui n'ose se dire, masquant la pauvreté de la réflexion autour de la Révolution. Il faut reconnaître qu'à côté de cette force de proposition et de cette pertinence réflexive, les travaux de la génération d'historiens de la Révolution plus jeunes (dont je fais partie),

certes sérieux et rigoureux, dénotent une relative faiblesse conceptuelle sur laquelle un constat pudique est le plus souvent posé. Dont acte et tant mieux pour le champ des études révolutionnaires en général.

C'est dans cette perspective dynamique qu'il s'agit d'accueillir son dernier essai : *La société des égaux*. Quel est le projet de ce livre qu'il convient de présenter dans sa richesse ? Manifestement son auteur donne un vigoureux coup de barre à gauche, revendiquant la rigueur de l'historien, la pensée du philosophe de l'histoire et l'engagement civique, retrouvant la vigueur de sa jeunesse et de ses premiers engagements syndicaux¹. *A priori* tout pour plaire au lecteur moyen des *AHRF*. Parfait à la première lecture.

L'auteur voue aux gémonies l'individualisme de notre société égoïste à l'intérieur de laquelle, oubliant tous les idéaux de l'été 1789, un système de comptabilité marchande de la valeur de chacun ne peut que produire des dégâts sociaux incommensurables. L'écart des richesses et des revenus détruit un lien social, dissout un tissu de solidarité qui avait fondé depuis des décennies la cohérence d'une société issue doublement de la Révolution et de son rêve égalitaire puis de la seconde guerre mondiale et de sa république sociale. Un système capitaliste qui se serait déréglé en devenant féroce, égoïste et suicidaire est dénoncé sans aménité. Comment ne pas abonder dans le sens de l'auteur et partager avec lui sans coup férir sa proposition de refonder un pacte social construit sur une trilogie de valeurs, singularité, réciprocité et « communalité » dont raisonnablement il faut reconnaître l'originalité et le subtil agencement. Positif et vigilant, l'auteur réinvente et propose une façon de sortir d'une crise du social qui mine notre société en ré-enchantant des valeurs altruistes et philanthropiques, difficiles à ne pas partager avec lui.

« La perte progressive d'universalisme de l'État-providence a aussi contribué à en miner progressivement les fondements » affirme-t-il. Les choses se sont opérées de façon insensible à partir des années 1980. » est-il écrit p. 380. Et en effet, à la fin du livre, le lecteur qui n'a point trop mauvaise mémoire, et qui partage, entre autres, cet avis d'un détraquement du sens même de la république au milieu des années 80, croit se souvenir que nous étions là dans le cœur du tournant historique opéré vers 1984 par une gauche libérale-démocrate qui portait au pinacle les valeurs libérales, exécrant le goulag et le collectivisme niveleur, le futur de l'illusion jacobine... Le même lecteur croit aussi se souvenir qu'en ce début

(1) Pierre Rosanvallon, *L'Age de l'Autogestion*, Paris, Seuil, 1976.

de fin du grand moment mitterrandien, des intellectuels de gauche, d'une Nouvelle Gauche, dont Pierre Rosanvallon n'était pas immensément loin, partageaient systématiquement cet espoir d'une gauche moderne, rompue aux marchés, se gaussant du style un peu provincial, un peu lourd (trop ouvrier, trop proche du PC, trop égalitariste?) d'un Pierre Mauroy, se moquant quelque peu des préparatifs harassants d'un bicentenaire auquel s'était dévoué corps et âme Michel Vovelle en Sorbonne, raillé pour son dévouement quelque peu scolaire, de type hussard noir, à la cause d'une société...des égaux, là où la prime, la récompense, la valeur de chacun, l'acuité des experts, étaient censées dessiner les contours d'une gauche décomplexée devant les enjeux d'un capitalisme ouvert. Ah... la mémoire des historiens qui sont aussi un peu payés pour ne pas oublier, ou qui ont eu 18 ans en 1981... Mais enfin, Pierre Rosanvallon, là où d'autres avec les années deviennent de plus en plus figés sur des positions conservatrices, opère quant à lui une cure de jouvence sans précédent et offre ce texte authentiquement décapant, véritable bouffée d'air à laquelle on ne peut que souscrire, du moins au fur et à mesure que l'on s'éloigne du traitement qui nous intéresse plus particulièrement dans les lignes qui suivent, celui de la Révolution française.

En effet une deuxième lecture de cet essai, à partir de la fin jusqu'au début, laisse quelque peu dubitatif, cette fois sur la méthode, sur le fond et les conclusions historiques auxquelles parvient l'auteur au moment d'aborder la période 1780-1800. L'ouvrage se construit en trois temps structurant la pensée de son auteur et son approche méthodologique. Une dernière partie de prospective, politique et sociétale à la fois, creuse trois propositions, articulées ensemble comme trois façons de sortir de l'ornière actuelle. La singularité de toute personne fondée sur un être au monde qui le différencie de tous, constitue un atout qu'un système d'« égalité-relation » doit mettre en valeur dans un interagir permanent qui reconfigure des relations multiples où la valeur de chacun ne saurait se réduire à une somme marchande. La longue description des relations genrées dans nos sociétés constitue une approche originale de ce pan de réflexion qui ne saurait limiter les types de positionnement dans la hiérarchie réelle et représentée du monde du travail à la seule expression de l'inégalité des richesses. En plaçant au centre des relations individuelles la question des rapports entre les genres, Pierre Rosanvallon vient heureusement rappeler que les inégalités sociales débutent dans la discrimination des genres au fondement des autres inégalités tout court.

Le second maillon de la chaîne décrite par Pierre Rosanvallon renvoie à « la réciprocité » comme valeur intégrée et comme participation

acceptée, presque souhaitée (la fameuse contribution de la déclaration des droits de l'homme) à un effort commun de construction de biens publics pour le mieux être de tous. Chacun donne, librement et en toute conscience, à tous, en fonction de sa fortune. La question de la fiscalité par l'imposition est ici essentielle, puisque c'est elle qui doit constituer un objet de régulation sociale et surtout doit faire en sorte que, sans nivellement des possessions ou des salaires par exemple de façon arbitraire, chacun se sente l'égal de tous, dans une société mieux ordonnée car mieux organisée et mieux pensée pour l'éducation du plus grand nombre et l'épanouissement de chacun. Ce n'est pas là utopie mais simple retour aux moments fondateurs d'une pensée de l'interventionnisme plus actif de l'État, dans l'Amérique des années où Roosevelt fut président, dans la France de l'Après-guerre, dans l'Angleterre des années 1960.

Enfin le troisième élément qui permettrait cette re-construction du social est davantage politique. Il doit redonner du sens à une politique locale vécue sur un mode participatif, où le projet commun d'un vivre ensemble dans la faisabilité de projets ayant trait à la construction d'une homogénéité du tissu social, serait immédiatement concret et redonnerait sens à la vie dans la cité.

La seconde partie se concentre sur le ^{xix}^e siècle et le début du ^{xx}^e siècle. Sans doute cette partie centrale de l'ouvrage est – elle la plus charpentée, la plus solide et donc la plus convaincante. Avec la méthode de grand historien des idées, qui le caractérise, Pierre Rosanvallon trouve, comme à son habitude, des trésors de textes peu connus, déniché les penseurs originaux des postures extrêmes sur le partage et sur le communisme primitif ou évolué que le long ^{xix}^e siècle a vu se développer à l'ombre de la misère sans borne que la seconde révolution industrielle faisait croître impitoyablement à Londres, Paris ou Berlin entre autres². Les auteurs plus célèbres (Tocqueville, madame de Staël, Lamartine...) ne sont pas négligés pour autant et toute l'érudition de Pierre Rosanvallon sur le ^{xix}^e siècle se déploie au moment de broser une grande fresque des idées égalitaristes depuis les néo-babouvistes des années 1830 jusqu'aux révolutionnaires des années 1920. Ce travail ne se limite pas à une simple revue des différentes théories qui, des Saint-simoniens aux syndicalistes de la fin du siècle, en passant par les anarchistes ou fouriéristes, ont pu marquer l'histoire des idées du ^{xix}^e siècle. Tous ceux-ci ont influencé plus ou moins les

(2) Par exemple, Honoré Antoine Frégier, *Des classes dangereuses de la population*, 2 vol. Paris 1840, ou Philarète Chasles, *Études sur les hommes et les mœurs au ^{xix}^e siècle*, Paris, 1849.

représentants et les hommes qui détenaient le pouvoir, selon leur sensibilité, selon leur peur de désordres sociaux, selon leur religion aussi, et selon leur lucidité enfin, au moment de comprendre que trop d'injustice ne pouvait que reproduire, de génération en génération, la logique subversive – pour les possédants – de la croyance au grand jour pour les plus désespérés. Ces forçats de la seconde révolution industrielle se voyaient contraints d'opter pour les formes les plus violentes, afin de reconquérir leur dignité, dans la poursuite infinie de la geste révolutionnaire.

Cependant, la proposition la plus originale du texte ne réside pas dans cette revue des différentes idées et sensibilités des mouvements qui ont défendu l'idée d'égalité mais plutôt dans la façon dont un discours dominant a construit « les pathologies de l'égalité », titre de la seconde partie. Ainsi le lecteur découvre comment en Europe, comme aux États-Unis, toute une littérature de vulgarisation scientifique est venue naturaliser les inégalités faisant des différences entre chacun, inventant des classifications, aboutissant à des systèmes de hiérarchisation auxquels personne ne pouvait échapper, comme naturalisés dans des catégories contraignantes voire infamantes pour les peuples des continents africain et austral et point seulement. La science ainsi manipulée, inventait la définition d'une inégalité que la société pouvait constater mais point réparer. Pire même, que ce soit en Amérique ou en Europe, tout un système subtil donnait à comprendre à tout un monde prolétarisé qu'il y avait pire que lui, plus faible, plus bas mais aussi plus dangereux parce qu'à la limite de la barbarie ou de l'extranéité totale, le noir au-delà de l'Atlantique, l'étranger dans nos contrées. La seule façon de faire accepter leur condition aux plus misérables, dans ce monde impitoyable fut d'inventer des encore plus démunis et de les faire haïr et détester par ceux qui, n'ayant rien, se voyaient menacés par des moins qu'eux-mêmes. La démonstration est impressionnante qui entremêle théories politiques de l'égalité ne parvenant pas à s'imposer et discours scientifiques de l'inégalité d'une efficacité destructrice³.

L'ensemble de cette démonstration repose sur une première partie : « L'invention de l'égalité » qui constitue le point de départ du livre et de la démonstration en un acmé fondateur, 1776 pour l'Amérique, 1789 pour la France, sommets à partir desquels tout aurait été dévoyé et aurait périclité vers un XIX^e siècle d'épouvante et un début de XX^e siècle d'une brutalité sociale que seules les deux catastrophes majeures du XX^e siècle auraient

(3) On ne peut que renvoyer à l'excellent catalogue de l'exposition exhibition qui approfondit cette thématique encore neuve. *L'invention du sauvage. Exhibitions*, Pascal BLANCHARD, Gilles BOËTSCH, Nanette JACOMIJN SONEP (dir.), Actes sud/Quay Branly, 2011.

en partie jugulée avant que notre époque ne retombe dans les pires travers des systèmes inégalitaires, oubliant les leçons de 1776 et de 1789. Pourquoi ne pas accepter cette vision qui fait la part belle – une fois n’est pas coutume – aux révolutions et à leur matrice fondatrice ? Pourquoi faire grise mine devant cette démonstration qui fait des Révolutions le début de cette égalité rêvée ?

Pour deux raisons qui font que la démonstration de Pierre Rosanvallon résiste difficilement à l’examen critique pour peu qu’on compare son cheminement à la réalité des faits advenus depuis 220 ans. Tout d’abord parce que Pierre Rosanvallon éprouve, pour les besoins de sa démonstration, la nécessité de présenter une philosophie de l’histoire qui commence à la fin du XVIII^e siècle et qui aurait depuis dégénéré de mal en pis jusqu’à nos jours. L’intention est plus que louable d’inventer une origine heureuse, en un monde français et américain où l’égalité a fonctionné d’abord et depuis dysfonctionné, où des révolutions heureuses auraient construit l’égalité. Cependant cette vision qui permet l’histoire d’une généalogie de l’égalité ne tient pas dans la construction de la première partie.

En effet, afin de démontrer ce point de vue, Pierre Rosanvallon, c’est là la seconde critique, se voit obligé d’aller rechercher dans l’histoire des Lumières les théories premières de l’égalité puis de les lisser de part et d’autre de l’Atlantique pour en faire un discours convenu et partagé par toute une société au moment d’aborder la dernière décennie de la révolution. En clair, l’auteur présente deux révolutions en écartant systématiquement de la période... la Révolution dans sa dimension violente, insurrectionnelle, destructrice et fondatrice à la fois, c’est-à-dire la lutte acharnée pied à pied, jour après jour pour la conquête, n’écrivons pas de l’égalité, mais d’un semblant de dignité qui oblige les dominants à toujours plus de retenue au moment de construire de nouvelles aristocraties, au moment de fonder de nouvelles inégalités, au moment de penser les modes d’exclusion les plus handicapants et discriminants pour l’immense majorité de ceux qui, ayant le titre de citoyens, n’en avaient que la fiction des droits. Pierre Rosanvallon propose une machine à lisser ce que fut la réalité de la Révolution : c’est-à-dire une guerre civile fondée sur deux conceptions irrémédiablement opposées de l’égalité. Il y eut au moins deux conceptions de l’égalité, ou bien fondée sur la liberté d’entreprendre supposant un savoir, un certain niveau de connaissances et de possession de biens qui rendaient des citoyens actifs, ou bien, d’un autre côté, une égalité construite sur une souveraineté collective jamais reconnue, toujours combattue, qui faisait des « sans-tout » des êtres aussi dignes de décision politique et de reconnaissance sociale que les premiers. Par

un artifice d'écriture et de pensée redoutablement efficace, car il semble construire la positivité de la révolution, l'auteur nie de fait la spécificité des débats et des clivages sur l'égalité à ce moment précis de l'histoire des États-Unis et de la France.

Par exemple, le lecteur quelque peu amateur d'histoire de la Révolution ne peut qu'être étonné lorsque dans la même page exposant « le libéralisme optimiste » (p. 49), les arguments avancés par l'auteur sur le rêve des contemporains à construire une société des citoyens autonomes, sont agencés de telle sorte que le fameux rapport de Barère sur la mendicité dans les campagnes en floréal an II prépare et introduit une plus longue dissertation sur le projet de Condorcet construit dans l'*Esquisse d'un tableau historique des Progrès de l'esprit humain*... ! Certes le philosophe du politique peut tout avec les textes et le jeu de citations, mais comment est-il possible de penser le contexte de l'intervention de Barère au cœur de la Terreur, concernant une politique de redistribution, de réquisition, voire d'expropriation des ennemis de la patrie pour secourir les plus pauvres (objet constant et peu connu de la pensée d'un Barère présenté toujours comme l'archétype de la girouette, en méconnaissance totale de sa fibre sociale) et de le rapprocher du projet libéral et girondin de construction d'une société de la libre entreprise prônée par Condorcet ? Qu'on ne se méprenne pas. Il ne s'agit pas ici de dire le projet de Barère est meilleur que celui de Condorcet ou vice versa. Là n'est pas le problème, mais de suggérer qu'ils s'annulent rigoureusement dans une démonstration qui vise à prouver que le libéralisme optimiste des hommes qui ont fait la révolution conduisait à un projet de création « d'une société d'individus indépendants ». On peut être d'accord avec la dernière proposition à la condition de comprendre que les projets de Barère et de Condorcet sont à ce point antagonistes sur la conception de l'égalité qu'ils sont un combat à mort, tout simplement entre les deux hommes, entre autres. Condorcet y laisse la vie pour échouer à imposer sa vision de l'égalité libérale, hors de toute organisation étatique de l'activité économique, Barère vit comme un proscrit caché durant tout le Directoire pour avoir pensé que l'égalité ne se construisait pas dans le marché mais dans la répartition à partir de la base de la société, de la richesse des nantis, garantis par la force du bras armé de l'État s'il le faut. Le premier défend l'idée de caisse de prévoyance mais sans penser les moyens de les réaliser effectivement, le second imagine la politique de la bienfaisance nationale, il est vrai à un moment où les 400 millions de dépenses mensuelles pour supporter l'effort de guerre empêche toute réalisation durable de cette politique de secours aux plus pauvres. Ce ne sont manifestement pas les mêmes atten-

du autour du terme égalité, et cela fausse la démonstration de Pierre Rosanvallon. L'égalité avec les infirmes, les vieillards, les enfants abandonnés, figures des Pauvres par excellence, comme projet politique, n'est pas l'égalité entre commerçants, citoyens indépendants parce que vivant dans une aisance qui assure leur statut de citoyens actifs, comme projet idéologique. Le constater n'est pas trancher, c'est simplement montrer les différences d'égalité en combat durant la Révolution.

Il en va de même du problème posé par la noblesse. Le problème est bien vu aux origines de la Révolution au travers du texte de Sieyès (p. 28-30), puis abandonné, comme si le vote sur la fin des signes aristocratiques ostentatoires en juin 1790 réglait le problème. Or la Contre-Révolution omniprésente dans la décennie Révolutionnaire constitue un élément de radicalisation à nul autre pareil dans les revendications des groupes politiques et de leurs députés. En niant l'égalité comme principe d'organisation de la société issue de 1789, non à la marge comme une historiographie classique l'a montré, minimisant sa puissance, non de façon périphérique comme une historiographie critique l'a montré, ayant intérêt à construire la théorie de l'autonomie des violences révolutionnaires, la Contre-Révolution s'oppose au contraire point par point au projet de l'avènement d'une société nouvelle exagérant davantage les postures revendicatives d'une société ayant à détruire toute forme d'inégalité et surtout les nouvelles aristocraties nées de la possession des biens fonciers, mobiliers et immobiliers, aristocraties « pires que les anciennes », a-t-on l'habitude de dire à cette époque⁴. C'est l'adversité permanente, devenue guerre civile, qui montre à quel point fut quasiment impossible la construction du projet révolutionnaire d'une société des égaux, rarement vécue sous la forme de la réalisation d'un projet des Lumières, toujours appréhendée sous le visage d'une lutte armée à mener.

Évidemment, il n'est pas question de nier la Déclaration des droits de l'homme, les avancées les plus marquantes dans ce domaine que sont les grandes lois égalitaires de la Révolution Française, dans l'abolition de la féodalité réelle et symbolique, ou l'égalité devant la loi, ou l'abolition de l'esclavage en février 1794, nulle part commentée en ces pages. Encore faut-il reconnaître, que seuls des combats, des clivages, des affrontements et finalement une guerre civile en France, puis en Europe en ont été la cause et les conséquences. L'histoire de la Révolu-

(4) C'est encore Arno J Mayer qui est peu lu, peu cité. Cf *Les furies, violence Vengeance terreur 1789-1917*, Paris, Fayard, 2002.

tion gagne à être complexifiée car elle est, dès la convocation des États généraux, une longue histoire de l'impossible conquête de l'égalité, soit parce qu'un ordre libéral et conservateur se met de suite en place, sanctifiant les fondements d'une société profondément injuste entre 1789 et 1791, ne parvenant nullement à juguler la crise économique sociale et la misère toujours plus importante. Soit parce que de façon sincère chacun a, selon ses intérêts, ou sa misère, sa conception de l'égalité. Il n'y a pas une égalité, il y a bien des égalités en concurrence à un moment, avec tout à coup et pour la première fois, une focalisation possible pour ceux qui, ne possédant rien, demandent une définition la plus large de l'égalité, par la reconnaissance politique de la démocratie, par la reconnaissance sociale, que la pauvreté n'étant pas un vice, elle doit être plus que secourue, elle doit être éradiquée par le partage réel des richesses. L'égalité n'est pas le nivellement. L'égalité dans ce contexte consiste en la simple manifestation pour ceux qui demeurent des inférieurs, à pouvoir signaler leur existence en devenant simplement visibles, le seuil d'égalité étant abaissé, mais cela n'impliquant pas l'exercice de l'égalité réelle, loin de là. L'immense apport historique de la Révolution n'a pas consisté dans la construction de l'égalité mais plutôt dans la proposition des conditions politiques qui ont permis à des groupes jusque-là invisibles dans l'espace public de se constituer puis de revendiquer la même égalité pour eux que ceux qui avaient taillé la Constitution de 1791, puis de 1795 à la mesure de leurs propriétés et de leur fortune. Comment ici imaginer de ne pas évoquer la question des femmes en Révolution à la fin du XVIII^e siècle, lorsque l'on sait la part qu'elles prennent dans les insurrections dans le mouvement des républicaines révolutionnaires du printemps à l'automne 1793, puis au printemps 1795, liant des revendications sociales, politiques et genrées à la fois ?

De fait, il devient difficile de se contenter d'une vision quelque peu « globale » de la réalité sociale au nom de l'importance de principes et des textes de lois votées dans les assemblées de représentants. Sieyès est souvent mis à contribution pour les besoins de la démonstration (notamment p. 74) lorsqu'il s'agit d'évoquer l'égalité civile qui n'empêche point la réalité d'autres différences, pour que fonctionne le système socio-économique. C'est là une simple « supériorité de fonction », lit-on, qui ne remet pas en cause l'égalité de tous et qui crée une « secondarisation des différences » qui deviennent acceptables puisque la loi déclare chacun égal d'un autre (p. 75) ! Mais « secondarisation » acceptable par qui ? Pour qui ? Et énoncée par qui ? C'est là une pure construction intellectuelle de députés constituants nantis et qui vont avoir quelques difficultés

à expliquer aux gens qui ont faim, peur de manquer, au chômage, subissant de plein fouet la crise de 1789-1790, qu'ils sont égaux mais que la « secondarisation » des différences implique qu'ils demeurent dans leur quasi misère. Sinon comment comprendre l'insurrection permanente et quasi nationale dans laquelle se trouve une majorité des campagnes françaises entre 1789 et 1792 ? Notons d'ailleurs que les montagnards au pouvoir feront la même erreur, à partir du printemps 1794, après avoir sacrifié les hébertistes, imaginant que le programme des fêtes et de la régénération civique allait remplacer une véritable égalité sociale. Du moins certains d'entre eux firent-ils le plus possible pour que la crise économique endémique durant l'année 1793-1794 n'aggrave pas davantage le fossé se creusant dangereusement entre nouveaux riches et masse laborieuse. Rien n'est dit dans ce livre sur les lois économiques, sur la politique fiscale de la Terreur, sur l'impôt progressif, pourtant au cœur d'une pensée sur les véritables conditions de parvenir à plus d'égalité, par la façon de contenir la trop grande disproportion d'écarts sociaux, à l'origine de toutes les ruptures sociétales.

Sinon, et quelles que soient les avancées légales, comme le disait Orwell, dans un pays égalitaire, il y en aura certains qui seront toujours plus égaux que d'autres. Il faudra la crise de la guerre et l'invention d'une égalité de fait au front pour que le patriotisme devienne un début de construction égalitaire. Encore une fois il ne faut pas croire que la période de 1793 fut un moment d'égalitarisme abouti. Le mépris jacobin pour la déchristianisation populaire, la méfiance pour les expressions antirévolutionnaires disent encore que la Terreur ne fut pas un moment où l'égalité fut réalisée, ni socialement ni politiquement, l'exclusion du cercle de la citoyenneté étant trop importante pour que cette stigmatisation puisse au long terme créer de l'assentiment.

Au fond, mais Pierre Rosanvallon ne le développe guère, le Directoire fut un moment de construction d'inégalités avérée d'une république des meilleurs comme le souhaitait Boissy d'Anglas mais qui en avait tant conscience que le programme de régénération sociale et tentative d'éducation pour parvenir à une égalité fut pensé sur le long terme avec l'insuccès que l'on connaît du fait de la brièveté de l'expérience républicaine. Parvenu à ce moment historique (p. 78-79), Pierre Rosanvallon fait manifestement preuve de méconnaissance des travaux récents sur le Directoire. Il en reste à l'antienne dépassée de François Furet selon laquelle le babouisme serait une invention du XIX^e siècle, un coup de bluff de Buonarroti en 1828, exagérant l'importance du mouvement des Égaux durant le Directoire, réduit dans ces pages à un manuscrit inconnu de Sylvain Maréchal,

resté dans ses malles. C'est tout simplement méconnaître un des aspects essentiels du débat sur l'égalité démocratique sous le Directoire. Négligent les travaux d'Isser Wolloch, de James Livesey, de Bernard Gainot, ou sur Antonelle, il passe totalement sous silence le projet de construction de démocratie représentative par conquête légale des institutions de l'an III, dans le jeu électoral de l'an VI et VII qui mènera aux résultats très encourageants pour la gauche démocratique du Directoire, démontrant par là même sa faculté à intégrer les impératifs d'un jeu politique qui lui est manifestement hostile et construisant pour le futur une exigence d'élargissement de la base électorale, donnant corps à ce premier projet de démocratie représentative, imaginé par Antonelle, entre autres⁵. C'est ainsi qu'il faut relire le commentaire sur le « libéralisme optimiste » de Jean-Baptiste Say dans sa fiction Olbie, *Essai sur les moyens d'améliorer les mœurs d'une nation* analysée (p. 51). Le texte qui paraît en 1799, durant le Directoire, n'est donc pas seulement une description d'une société de la libre initiative heureusement maîtrisée par la modestie des passions, comme il est présenté. Il est plutôt une claire réponse du camp des républicains conservateurs, les hommes d'un « extrême centre » à la menace de la gauche démocratique. Deux projets non discutés par Pierre Rosanvallon sont ici en gestation quant à l'égalité. Celui, utopique, d'une « droite républicaine » qui voudrait inventer une république des petits propriétaires qui accepteraient leur condition car ils seraient éduqués et formés pour accepter cette austérité, là où d'autres dans le réel du Directoire multiplient les profits, et celui d'une gauche radicale qui voudrait imposer lourdement les riches dans le partage de leurs richesses, projet traduit par la participation la plus large possible de la société (encore masculine) au choix du politique. Inégalité socio-économique acceptée ou égalité socio-politique revendiquée ? C'est justement dans cette gauche démocratique du Directoire que le projet d'une économie politique républicaine et solidaire va voir le jour et se développer comme fondement de la politique des égaux⁶. Ce sont là les deux pistes des combats à venir et que le retour de Bonaparte va profondément bouleverser, garantissant aux possédants leur supériorité sociale sans discussion, mais laissant la

(5) Claude Nicollet a réellement saisi le Directoire comme la matrice politique de la troisième République, fondée sur l'égalité, la laïcité et le projet d'éduquer le plus grand nombre, sans que pour autant la question sociale ne soit réglée, loin de là. Cf Claude NICOLET, *L'idée républicaine en France 1789-1924 : essai d'histoire critique*, Paris, Nrf, Gallimard, 1981.

(6) Cf. Jean-Luc CHAPPEY, Bernard GAINOT, Guillaume MAZEAU, Frédéric RÉGENT et Pierre SERNA, *Pour quoi faire la Révolution*, Marseille, Agone, 2012.

chimère de l'égalité fonctionner dans la mythographie du talent ou de l'égalité parfaitement létale du champ de bataille.

On aura saisi la principale critique adressée à ce développement sur l'égalité durant la Révolution. En créant par le jeu de la démonstration une continuité entre les théories du XVIII^e siècle et surtout celles dont le fondement était anti-absolutiste et libéral, et l'invention de certaines formes d'égalité civique et juridique tout en les écartant du déchaînement de violence de la décennie, Pierre Rosanvallon suggère une histoire de l'égalité en révolution qui hélas n'a jamais existé. Pire même, il est possible de soutenir que le choc de la Révolution a eu lieu parce que des théories de l'égalité étaient à ce point antagoniques qu'elles ne pouvaient déboucher que sur la destruction de l'un ou l'autre camp. En mésestimant cette dimension, Pierre Rosanvallon présente une histoire gauchie et faussée de l'idée et des pratiques de l'égalité en révolution, laissant imaginer à son lecteur que l'égalité fut une extraordinaire réforme, dans la continuité de la plus belle des philosophies des Lumières, là où elle fut la cause d'une révolution nécessaire, aux débordements violents comme contraints d'advenir par le refus d'accepter l'égalité dans toutes ses conséquences de la part les privilégiés de toutes sortes. Ce n'est pas la Révolution qui fut le cadre dans lequel se développa l'égalité, c'est l'égalité qui fut la révolution elle-même et les violences de la Révolution le cœur même des conquêtes de cette égalité.

L'écart de lecture entre l'auteur et le lecteur est maximal au moment d'aborder la révolution américaine. Pierre Rosanvallon y lit un modèle diamétralement opposé à ce qui semble être le témoignage des contemporains observateurs de cette société révolutionnée. Ne parlons pas des esclaves qui n'apparaissent dans le développement que plus tard, au début du XIX^e siècle, comme s'ils ne posaient pas de problème dès la naissance du pays, ni des indiens totalement absents du raisonnement, alors que leur ethnocide était déjà savamment programmé⁷. Dans ces conditions, attendre la page 103 pour voir apparaître les mots « indiens et noirs » ne peut convaincre le lecteur de la méthodologie choisie par Pierre Rosanvallon, qui, au lieu de partir des inégalités bien réelles d'une société à un moment donné, part des théories sur l'égalité pour les réifier comme des faits avérés ou en passe d'être avérés⁸. Là où, parallèlement

(7) Cf. Colin G. CALLOWAY « La révolution américaine en territoire indien » *AHRF*, n° 363, janvier-mars 2011, p. 131-150.

(8) Le terme « nègre » apparaît bien p. 43 mais pour renvoyer au statut des esclaves dans un cadre colonial, non pas pour évoquer par exemple les multiples soulèvements des noirs pour obtenir leur liberté !

à la Révolution française, Pierre Rosanvallon voit le même phénomène d'une construction d'une société des égaux à la fin du XVIII^e siècle, les voyageurs ont été le plus souvent choqués par l'exact contraire. Que l'on relise Volney mais surtout La Rochefoucauld Liancourt⁹. Les deux ne sont pas de dangereux robespierristes loin s'en faut et s'en vont aux États-Unis, qui, poursuivi par la Terreur, ou écœuré par les violences de la France en Révolution, persuadés de trouver un pays qui en aurait fini avec ces guerres civiles et proposant le spectacle d'une société harmonieuse parce qu'égalitaire (la société américaine que décrit le livre). Quel choc que le leur au moment de constater la violence de cette société corrompue, de cette société où la préoccupation quasi unique des personnes en ville est de profiter des autres, de les détruire par un jeu d'une compétition et d'une sauvagerie capitaliste qui font fuir vers les bois et les fleuves les deux voyageurs français effarés par le spectacle affligeant de cette société où l'on est toujours sur le point d'être spolié, rendu servile, agressé ou ruiné par son voisin. N'est-ce pas d'ailleurs Gordon Wood, qui – comme le cite Pierre Rosanvallon – montre que le programme se construit sur de belles théories de républicanisme classique mais dans la réalité des faits, celles que l'historien doit retenir, ne manque pas de décrire l'inquiétude sévère des *foundings fathers* devant les dérives rapides et néfastes de la société civile, incapable d'intégrer le minimum des règles de la civilité, et à ce point corrompue qu'il faut réinventer toutes les institutions politiques pour les protéger de cette société et de ses vices que même un Mandeville n'aurait imaginés¹⁰. Où est l'égalité là ? Dans les formes simples des relations entre Américains ? Cette égalité décrite par un Michel Chevalier (p. 93) est pure fonctionnalité, pure facilité de construction d'un rapport le moins engageant possible et qui ne préfigure en rien la bienveillance ou la reconnaissance de l'égalité mais bien plutôt de l'indifférence caractérisée de qui ne pense qu'à ses affaires. Ce n'est pas tant que les hommes sont égaux, mais bien plutôt que dans ce capitalisme naissant, ils sont interchangeables. Volney et La Rochefoucauld ne cessent de l'écrire à longueur de pages, contredisant point par point l'égalité que soutient Pierre Rosanvallon.

(9) Voir G. CHINARD, *Volney et l'Amérique, from unpublished Documents and Correspondence with Jefferson*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1923 et La Rochefoucauld d-Liancourt, *Voyage dans les États-Unis d'Amérique, fait en 1795, 1796, 1797*, 8 vol., Dupont, Paris, an VII.

(10) Gordon WOOD, *La création de la République américaine*, Paris, Belin, 1991, (1969, 1ère ed.), X, « les vices du système », et XI, « les remèdes républicains », p. 457-540 puis XII, « Les hommes de valeur contre les licenciés », p. 543-595.

Pour autant il ne s'agit pas de nier les avancées déterminantes de ces moments historiques mais de réfléchir sur la vitesse avec laquelle ils accouchèrent du poison des systèmes a priori heureux qu'ils avaient inventés, s'arrêtant à mi-chemin pour plus de la moitié de leur société, créant une égalité de principe contredite dans les faits et par conséquent créant le ressentiment et le moteur de nouvelles contestations au moins aussi violentes que celles qui avaient motivé le renversement de la situation inégalitaire de départ. Par exemple, l'auteur cite longuement le texte fort original d'Achille Murat qui en 1833 signe un texte sur *L'Exposition des principes du gouvernement républicain, tel qu'il a été perfectionné en Amérique*, et en conclut à l'émerveillement d'une société qui, ne garantissant pas au riche sa suprématie toujours menacée par la ruine, et laissant au pauvre la possibilité de s'élever à force de labeur, fait que l'on a une société typiquement égalitaire, car les deux courants d'ascension ou de déclassement sont possibles. En quoi est-ce la marque d'une société égalitaire ? Je lis l'exact contraire de Pierre Rosanvallon. Il n'y a là aucune égalité, mais simplement un tourbillon social permanent dont le mouvement crée « une égalité de moyenne » qui renvoie à une violence sociale, ultra anxiogène, où chacun est un loup pour l'autre, où les riches comprenant bien la relative fragilité de leur position deviennent d'une férocité sociale avide avec ceux qu'ils considèrent comme une menace, où les plus démunis sont réduits à un égoïsme pour s'en sortir qui fait de la société américaine une jungle, que l'ascension d'un Barnum une génération plus tard, construite sur les cirques des monstres sociaux, exprimera dans une métaphore terrible, métaphorique et exutoire à la fois¹¹.

C'est pour cette raison que la fin de la deuxième lecture terminée, la troisième lecture, en sens normal cette fois, qui mènera à la fin du livre et ces trois propositions développées précédemment de singularité, de réciprocité et de communalité, pour sortir de notre crise, laisse rêveur le lecteur. Au fond on ne souhaiterait qu'une chose, que Pierre Rosanvallon ait raison et que l'esprit de réforme des Lumières qui semble l'animer puisse s'imposer. Las, les événements qui ont provoqué les moments de partage dans l'histoire qui a suivi les révolutions, c'est-à-dire le calcul le plus cynique qui soit des patronats à la fin du XIX^e siècle conscients que trop de servitude allait provoquer la catastrophe d'une nouvelle révolu-

(11) Phinéas T. BARNUM, *Mémoires de Barnum. Mes exhibitions*, Paris, Futur Luxe Nocturne éd., 2004.

tion, c'est-à-dire le poing sur la table de Roosevelt au moment de la rupture du modèle américain après 1929, fracassé par la crise, c'est-à-dire la construction d'une croissance européenne partagée au sortir de l'épouvante de la seconde guerre mondiale, montrent que seules des catastrophes ou des volontés de les prévenir ont fait progresser l'égalité. La chaîne des révolutions s'est remise très récemment en route et ne s'arrêtera pas : une des raisons est la fin des injustices iniques et des privilèges des « castes » agrippées au pouvoir. Et n'imaginons pas que notre degré de technicité politique et d'avancée économique nous mettent à l'abri de ces remous violents, comme si la transformation douce ne pouvait être que la seule voie, comme si la construction pacifique de l'égalité avait été une seule fois possible dans l'histoire, sans contrainte maximale faite sur les dominants et les possédants.

Au fond, n'y a-t-il pas un malentendu de lecture sur « l'égalité en soi » depuis le début du livre ? Dès l'introduction, Pierre Rosanvallon a voulu, avec pertinence, cerner la contradiction constitutive de ce qu'est l'inégalité dans une société mais, surtout, comment elle devient acceptable, alors que chacun en son fond la condamne. Il dénomme cela « le paradoxe de Bossuet », (p. 17) (et étonnamment proche de la posture du pasteur Rabaut Saint-Étienne expliqué p. 82, distinguant égalité morale et égalité matérielle). Il y a là comme un point de vue chrétien (je ne connais strictement rien de la position de Pierre Rosanvallon devant la foi) qui place de suite l'égalité dans le dolorisme catholique et le fatalisme protestant réduit à une idéologie acceptable par tous : l'inégalité est insupportable en soi, mais l'on s'en accommode pourvu qu'un horizon à améliorer soit promis aux plus démunis, pourvu que soi-même par des actions privées ou un engagement qui ne compromette pas trop son capital tout de même ! puisse s'accepter comme point trop complice du système... en partant de ce présupposé d'une situation toujours à améliorer, à réformer, il est difficile d'aborder la réalité révolutionnaire sous les traits de celle qui, faisant éclater ce compromis libéral-chrétien, rend impossible toute forme de demi-mesure, et pousse à la destruction concrète des conditions qui reproduisent à l'infini les inégalités. La réforme rend acceptable l'inégalité, fût-elle réduite. La Révolution, elle, construit de l'égalité nouvelle subversive, fondant un autre futur, au risque (nul ne le nie) de déséquilibres ou d'inventions de nouvelles inégalités.

Dans la trilogie puissante qui avait accaparé Pierre Rosanvallon, il y a quelques années, traquant la construction de la démocratie représentative, le projet s'avérait bien différent. Inscrite dans l'histoire du politique, la démocratie se voyait intégrée dans un processus historique qui lui don-

naît tout son sens. Imparfaites, inachevées, parfois introuvables, république et démocratie étaient intégrées dans une historicité constitutive de leur évolution, de leur modélisation mais surtout de leur apprentissage constant, permanent, par des populations de citoyens en formation civique perpétuelle¹². L'éducation politique, sans cesse rejouée dans la durée, pouvait et devait expliquer la longueur du processus de républicanisation engagée par la Révolution française, longueur presque normale au vu de la difficulté à intégrer pour n'importe quelle population les impératifs citoyens des formes complexes d'une démocratie représentative de plusieurs dizaines de millions d'habitants. La démonstration a marqué toute la génération de chercheurs en activité en ce début de XXI^e siècle. Mais ici, dans ce moment de l'œuvre de Pierre Rosanvallon, la focale a changé, par l'observation non du politique mais du social. Ce qui était une condition constitutive de la réalisation de l'éducation du plus grand nombre, le temps, le temps du civisme à venir, devient dans la violence du tableau social choisi, l'impasse même, l'aporie du fait même de l'urgence et de la violence de la crise économique qui ne repose pas sur le même mécanisme d'apprivoisement. Au temps du civisme appris lentement, a succédé le cynisme pris brutalement. Et de fait, l'espoir d'un changement politique à construire ne tient pas si l'on transporte la donnée temps-réforme dans la violence de la situation sociale actuelle. L'espoir politique ne répond plus au désespoir social. Là est sûrement une forme de l'illusion de Pierre Rosanvallon : transporter dans le sociétal la même capacité de réforme et d'apport de solutions que ces trois ouvrages magistraux sur la politique avaient laissé entr'apercevoir, pour sortir de l'ornière la république dans son face à face avec les citoyens.

On y revient « démocrate-chrétien » ou « radical-égalitaire », il faut choisir, surtout lorsque la crise devient le réel quotidien d'une société mondialisée, surtout lorsque la révolution frappe aux portes de la Méditerranée, d'abord sur l'autre rive et désormais ici, en Grèce et en Espagne. N'est-ce pas là une autre limite du livre ? L'égalité désormais est-elle à penser dans la société, ou dans l'invention, comme à la fin du XVIII^e siècle d'un modèle politique capable de fédérer les peuples en une Europe des peuples bien plus que des nations ? Singularité, réciprocité et

(12) Cf Le bel article de Geneviève VERDO « Pierre Rosanvallon, archéologue de la démocratie », *Revue Historique*, vol. CCCVII/3, 2002, p. 693-720. Et Pierre ROSANVALLON, *Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992 ; *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 1998 ; *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000

communalité deviendraient alors solidarité, fédération et républicanité en une Europe révolutionnée, réinventant une nouvelle égalité politique, non sans risque de voir tous les conservatismes se métamorphoser encore une fois en contre-révolution violente ? C'est le risque de l'égalité européenne à construire encore, dans une rupture, forcément.

L'égalité n'est pas l'aboutissement d'une réforme des Lumières, elle est un combat acharné issu des révolutions américaine et française dans ce qu'elles ont de plus radical. On peut le regretter et le combattre. On peut s'inventer un destin de révolutionnaire et l'assumer. Il est difficile de rester entre les deux, en n'évoquant point la geste et les luttes toujours violentes des révolutions, mêlant femmes et hommes pour les conquêtes de l'égalité, et demeurer dans l'écriture du roman idéal de l'égalité, ou le rêve de sa réforme...

Pierre SERNA